

Documents composant le rapport d'enquête de la commission Haycraft sur les émeutes de Jaffa - 1921

Liste des documents constituant le rapport original (seul le curriculum vitae est inclus)

1. Termes de référence
2. Rapport intérimaire de la Commission d'enquête sur le raid Khedera du 6 mai 1921
3. Rapport de la Commission d'enquête sur les émeutes de Jaffa
4. Dépêche du Haut Commissaire pour la Palestine au Secrétaire d'Etat pour les Colonies.
5. Message du Secrétaire d'Etat aux Colonies au Haut Commissaire pour la Palestine.

TERMES DE RÉFÉRENCE

Je soussigné Son Honneur Sir Thomas Haycraft, Président de la Cour suprême de Palestine, M. H.C. Luke, Gouverneur adjoint de Jérusalem, et M. Stubbs, du Département juridique, Commission d'enquête sur les récents troubles dans la ville et le quartier de Jaffa, et de rapport à ce sujet.

Et je soussigné Sir Thomas Haycraft à la présidence et Aref Pasha Dejeni El Daoudi à la présidence.

Elias Eff. Mushabbeck et le Dr Eliash seront les évaluateurs de la Commission.

La Commission dispose de tous les pouvoirs prévus à l'article 2 de l'ordonnance de 1921 sur la Commission d'enquête.

HERBERT SAMUEL

Haut Commissaire pour la Palestine
7 mai 1921

Annexe A : Résumé

La cause fondamentale des émeutes de Jaffa et des actes de violence subséquents est un sentiment parmi les Arabes de mécontentement et d'hostilité envers les Juifs, pour des raisons politiques et économiques, liés à l'immigration juive et à leur conception de la politique sioniste.

La cause immédiate des émeutes de Jaffa du 1er mai fut une manifestation non autorisée de Juifs bolcheviks, suivie de son affrontement avec une manifestation autorisée du Parti travailliste juif.

Les conflits raciaux ont été commencés par les Arabes et se sont rapidement transformés en un conflit de grande violence entre Arabes et Juifs, dans lequel la majorité arabe, qui était généralement les agresseurs, a infligé la plupart des victimes.

L'épidémie n'était ni préméditée ni attendue, et aucune des deux parties n'y était préparée; Mais l'état du sentiment populaire a créé un état d'esprit susceptible de produire un conflit sur toute provocation par les Juifs.

Le corps général des juifs s'oppose au bolchevisme et n'est pas responsable de la manifestation bolchevique.

Quand la confrontation avait commencé, un sentiment déjà aiguë de haine anti-juive l'a amplifié et transformé en une émeute anti-juive. Une grande partie des communautés musulmanes et chrétiennes l'ont toléré, même si elles n'ont pas encouragé la violence. Tandis que certains des Arabes éduqués semblent avoir incité la foule à la violence, les notables des deux côtés, quels que soient leurs sentiments, ont aidé les autorités à apaiser la situation.

La police était, à quelques exceptions près, semi-formée et inefficace, souvent indifférente et parfois dirigeante ou participante à la violence.

La conduite des militaires était admirable partout.

Les raids sur cinq colonies agricoles juives découlaient de l'excitation produite dans l'esprit des Arabes par les rapports d'Arabes tués par des Juifs à Jaffa. Dans deux cas, des histoires de provocation non fondées ont été crues et mises à exécution sans que l'on fasse aucun effort pour les vérifier.

Dans ces raids il y avait peu de victimes juives et beaucoup d'Arabes, principalement à cause de l'intervention des militaires.

Ce résumé est nécessairement trop condensé pour être considéré comme l'expression des conclusions de la Commission, sauf en liaison avec le rapport

Part II. CONCLUSIONS.

General.

When we come to consider the causes of these disturbances we find an immediate cause, which of itself could not have been sufficient to give rise to more than a street riot of the ordinary kind, confined to a comparatively small body of persons, restricted to a limited area, and within the power of the Jaffa police to control. That cause was the M.P.S. demonstration, and its clash with the procession of the Jewish Labour Party.

But this was no ordinary riot.

The disturbance raged for several days with intensity wherever Arabs came into contact with Jews, and spread into the surrounding country, where Jewish colonies, having nothing whatever to do with Bolshevism, were attacked with ferocity. The Bolshevik demonstration was the spark that set alight the explosive discontent of the Arabs, and precipitated an outbreak which developed into an Arab-Jewish feud.

It has been said to us by Jewish witnesses that there was no essentially anti-Jewish question at that time, but that a movement against the Jews was engineered by persons who, anxious to discredit the British Government, promoted discontent and disturbance of the peace by stirring up the common people against the Jews.

It is argued by them that all the trouble is due to the propaganda of a small class whose members regret the departure of the old regime, because British administration has put an end to privileges and opportunities of profit formerly enjoyed by them ; that in co-operation with them are certain foreigners, principally French agents, who are ready to make mischief for political reasons, and to encourage any sort of disturbance calculated to embarrass the British Government.

These witnesses asseverate that Zionism has nothing to do with the anti-Jewish feeling manifested in the Jaffa disturbances. They declare that the Arabs are only anti-Zionist or anti-Jewish because they are primarily anti-British, and that they are merely making use of the anti-Zionist cry in order to wreck the British Mandate.

We are satisfied that this is not the case.

Although an inclination to take advantage of any trouble in the country may have been present in the minds of a very few for this and that reason, yet the feeling against the Jews was too genuine, too widespread and too intense to be accounted for in the above superficial manner. That there is discontent with the Government has appeared during this inquiry, but we are persuaded that it is due partly to the Government policy with regard to a Jewish National Home in Palestine, partly to Arab misunderstandings of that policy, and partly to the manner in which that policy is interpreted and sought to be applied by some of its advocates outside the Government.

(Part I. détail des évènements)

Part II. CONCLUSIONS.

Général.

Lorsque nous examinons les causes de ces troubles, nous en décelons une cause immédiate qui, en soi, n'aurait pas pu suffire à provoquer plus qu'une émeute de rue ordinaire, confinée à un nombre relativement restreint de personnes, limitée à une zone limitée, et que la police de Jaffa a le pouvoir de contrôler. Cette cause était la manifestation des députés et son conflit avec la procession du Parti travailliste juif.

Mais ce n'était pas une émeute ordinaire.

Les troubles ont fait rage pendant plusieurs jours avec intensité partout où les Arabes sont entrés en contact avec les Juifs, et se sont répandus dans le pays environnant, où les colonies juives, n'ayant rien à voir avec le bolchevisme, ont été attaquées avec férocité. La manifestation bolchévique fut l'étincelle qui enflamma le mécontentement explosif des Arabes et précipita une flambée qui se développa en une querelle arabo-juive.

Des témoins juifs nous ont dit qu'il n'y avait pas de question essentiellement anti-juive à l'époque, mais qu'un mouvement contre les Juifs avait été créé par des personnes qui, soucieuses de discréditer le gouvernement britannique, encourageaient le mécontentement et la perturbation de la paix en semant les gens du peuple contre les Juifs.

Ils font valoir que tout le problème est dû à la propagande d'une petite classe dont les membres regrettent le départ de l'ancien régime, parce que l'administration britannique a mis fin aux privilèges et aux possibilités de profit dont ils jouissaient autrefois que, en coopération avec eux, certains étrangers, principalement des agents français, sont prêts à faire des bêtises pour des raisons politiques et à encourager toute forme de trouble destiné à mettre le gouvernement britannique à l'embarras.

Ces témoins affirment que le sionisme n'a rien à voir avec le sentiment anti-juif manifesté dans les troubles à Jaffa. Ils déclarent que les Arabes ne sont qu'anti-sionistes ou anti-juifs parce qu'ils sont avant tout anti-Britanniques, et qu'ils ne font que se servir du cri antisioniste pour faire échouer le mandat britannique.

Nous sommes convaincus que ce n'est pas le cas.

Bien qu'une tendance à profiter de n'importe quel trouble dans le pays ait pu avoir été présente dans l'esprit d'un très petit nombre pour ceci et cette raison, pourtant le sentiment contre les Juifs était trop authentique, trop répandu et trop intense pour être expliqué dans la manière superficielle ci-dessus. Le mécontentement à l'égard du Gouvernement est apparu au cours de cette enquête, mais nous sommes persuadés qu'il est dû en partie à la politique du Gouvernement concernant un foyer national juif en Palestine, en partie à des malentendus arabes concernant cette politique et en partie à la manière dont cette politique est interprétée et appliquée par certains de ses défenseurs hors gouvernement.

It culminates in a suspicion that the Government is under Zionist influence, and is therefore led to favour a minority to the prejudice of the vast majority of the population.

We have been assured, and we believe, that had there been no Jewish question, the Government would have had no political difficulty of any importance to deal with so far as its domestic affairs are concerned. We consider that any anti-British feeling on the part of the Arabs that may have arisen in the country originates in their association of the Government with the furtherance of the policy of Zionism.

That the disturbance of the peace in Jaffa was in the first instance provoked by the demonstration of the M.P.S., and that there had been a conflict arising therefrom before the Arabs joined in, has been fully stated in the narrative portion of this report. It is our opinion that, taking into consideration the strained condition of Arab feeling, it was unwise to risk trouble by allowing a generally detested, although numerically small body of Communists to carry on any sort of propaganda among this already uneasy population. No one wanted them, and now that the danger has been realised the most notorious have been deported.

Had there been nothing more than some rough handling of the demonstrators by the Arabs, there would be little for us to say. It would have been the usual row to which we are accustomed from time to time in all countries.

But we have no doubt that the Arabs were the first to turn this quarrel into a race conflict, and, when once this issue was joined, they behaved with a savagery which cannot be condoned.

Dr. Beadles, the Principal Medical Officer, Jaffa, thus speaks of his examination of the dead bodies on the 1st May :

" I was struck most with the number of wounds on each body, and the ferocity of the wounds. I am speaking particularly of broken skulls. Some of the victims had dozens of wounds."

The last expression may be an unconscious exaggeration, but it shows the impression produced on the mind of a man who had practised his profession during the war, and was not unaccustomed to the sight of wounds. The killing was accompanied and followed by an orgy of pillage which was a disgrace to a civilised community.

That the Jews retaliated with equal savagery is not to be denied, but they had much to revenge.

There were two stories of mutilation, one on each side, but they were not supported by any evidence, and we do not believe them. Two cases were established of injuries by corrosive acid inflicted during the Jaffa trouble. In one case a Jew was the victim, in the other case an Arab.

Elle aboutit à la suspicion que le gouvernement est sous influence sioniste, et est donc amené à favoriser une minorité au détriment de la grande majorité de la population.

On nous a assuré, et nous croyons, que s'il n'y avait pas eu de question juive, le gouvernement n'aurait eu aucune difficulté politique d'aucune importance à régler en ce qui concerne ses affaires intérieures. Nous considérons que tout sentiment anti-britannique de la part des Arabes qui aurait pu se manifester dans le pays trouve son origine dans leur association du gouvernement avec la poursuite de la politique sioniste.

Le fait que la perturbation de la paix à Jaffa ait été provoquée en premier lieu par la manifestation du M.P.S. et qu'il y ait eu un conflit avant l'arrivée des Arabes a été pleinement exposé dans la partie narrative du présent rapport. Nous sommes d'avis que, compte tenu de la situation tendue du sentiment arabe, il n'était pas sage de risquer des ennuis en permettant à un groupe de communistes généralement détestés, quoique peu nombreux, de faire de la propagande parmi cette population déjà inquiète. Personne ne les voulait, et maintenant que le danger a été réalisé, les plus notoires ont été déportés.

S'il n'y avait eu rien d'autre qu'un traitement brutal des manifestants par les Arabes, nous n'aurions pas grand-chose à dire. Cela aurait été la ligne habituelle à laquelle nous sommes habitués de temps en temps dans tous les pays.

Mais nous ne doutons pas que les Arabes ont été les premiers à transformer cette querelle en conflit racial et, une fois cette question résolue, ils se sont comportés avec une sauvagerie qu'on ne peut tolérer.

Le Dr Beadles, médecin-chef, Jaffa, parle ainsi de son examen des cadavres le 1er mai :

" J'ai été le plus frappé par le nombre de blessures sur chaque corps, et la férocité des blessures. Je parle en particulier des crânes brisés. Certaines des victimes avaient des douzaines de blessures."

La dernière expression est peut-être une exagération inconsciente, mais elle montre l'impression que l'on a eue dans l'esprit d'un homme qui avait exercé sa profession pendant la guerre et qui n'était pas peu habitué à la vue des plaies. L'assassinat a été accompagné et suivi d'une orgie de pillage qui a été une honte pour une communauté civilisée.

Il ne faut pas nier que les Juifs ont riposté avec la même sauvagerie, mais ils avaient beaucoup à se venger.

Il y a eu deux histoires de mutilations, une de chaque côté, mais elles n'étaient étayées par aucune preuve, et nous ne les croyons pas. Deux cas de blessures causées par l'acide corrosif infligé pendant les troubles de Jaffa ont été établis. Dans un cas, un Juif est la victime, dans l'autre, un Arabe.

We are convinced that the charge constantly brought by Jews against the Arabs, that this outbreak had been planned by them, or by their leaders, and was pre-arranged for the 1st May, is unfounded.

It appears in evidence that on more than one occasion Arabs in European dress incited the crowd ; but the notables on both sides, whatever their feelings may have been, were always ready to help the authorities in the restoration of order, and we think that without their assistance the outbreak would have resulted in even worse excesses.

A good deal has been alleged by Jewish witnesses about the instigation of the Arab mob to violence by their leaders. If this means no more than that while educated people talk and write, the mob acts, then there is truth in the allegation. But if it means that had it not been for incitement by the notables, effendis and sheikhs, there would have been no riots, the allegation cannot be substantiated.

To some extent the motives that influenced different sections of the Arab population were not the same but the general belief that the aims of the Zionists and Jewish immigration are a danger to the national and material interests of Arabs in Palestine is well nigh universal amongst the Arabs, and is not confined to any particular class. All that can truly be said in favour of the Jewish view is that the leaders of Arab opinion not only make no secret of what they think, but carry on a political campaign. In this campaign, however, the people participate with the leaders, because they feel that their political and material interests are identical. There is no evidence worth considering, to show that the outbreak was planned and organised. Had that been the case, we hesitate to conjecture what the consequences would have been.

It may also be recalled that the 1st May was the Orthodox Easter Day, and that on that morning Orthodox Christians were in their churches, and afterwards received the customary visits of ceremony of their Moslem friends. It was therefore an unlikely day for Moslems and Christians to have chosen for a popular rising.

When we come to consider the raids on the agricultural colonies we find the immediate cause to be the reports of Jews having killed Arabs in the Jaffa riots. They were all the outcome of the general rage against the Jews aroused by these reports. In some cases there were local causes which stimulated this feeling. The Khedera raid was immediately prompted by a false report of the imprisonment of Arab labourers. The raid on Rehoboth was the immediate result of a story about the Jews of that colony having attacked a neighbouring Arab village. There is no evidence to show the responsibility of any particular village for the raid on Rehoboth, but Mr. Miller and Mr. Wainwright think that the false report was concocted on that day by persons at Ramleh who wished to promote an attack on the Jews.

Nous sommes convaincus que l'accusation constamment portée par les Juifs contre les Arabes, que cette flambée de violence avait été planifiée par eux, ou par leurs dirigeants, et organisée à l'avance pour le 1er mai, est sans fondement.

Il semble évident qu'à plus d'une occasion, des Arabes en costume européen ont incité la foule ; mais les notables des deux côtés, quels que fussent leurs sentiments, étaient toujours prêts à aider les autorités à rétablir l'ordre, et nous pensons que sans leur aide, la flambée de violence aurait entraîné des excès encore plus graves.

De nombreux témoins juifs ont fait état de l'instigation de la mafia arabe à la violence de la part de ses dirigeants. Si cela ne signifie rien de plus que le fait que les gens instruits parlent et écrivent, la foule agit, alors il y a de la vérité dans l'allégation. Mais s'il n'y avait pas eu d'incitation de la part des notables, des effendis et des cheikhs, il n'y aurait pas eu d'émeutes, l'allégation ne peut être prouvée.

Dans une certaine mesure, les motifs qui ont influencé les différentes couches de la population arabe n'étaient pas les mêmes, mais la croyance générale que les objectifs des sionistes et l'immigration juive constituent un danger pour les intérêts nationaux et matériels des Arabes en Palestine est presque universelle parmi les Arabes, et ne se limite à aucune classe particulière. Tout ce que l'on peut vraiment dire en faveur du point de vue juif, c'est que les dirigeants de l'opinion arabe non seulement ne cachent pas ce qu'ils pensent, mais mènent une campagne politique. Dans cette campagne, cependant, les gens participent avec les dirigeants, parce qu'ils ont le sentiment que leurs intérêts politiques et matériels sont identiques. Il n'y a aucune preuve digne d'être prise en considération pour démontrer que le foyer a été planifié et organisé. Si cela avait été le cas, nous hésitons à imaginer quelles en auraient été les conséquences.

On peut aussi rappeler que le 1^{er} mai était le jour de Pâques orthodoxe, et que ce matin-là les chrétiens orthodoxes étaient dans leurs églises, et qu'ils ont ensuite reçu les visites habituelles de cérémonie de leurs amis musulmans. C'était donc peu probablement le jour choisi par les musulmans et les chrétiens pour déclencher un soulèvement populaire.

Lorsque nous considérons les raids sur les colonies agricoles, nous constatons qu'ils trouvent leur cause immédiate dans les rapports sur les Juifs ayant tué des Arabes dans les émeutes de Jaffa. Ces rapports étaient à l'origine de la rage générale contre les Juifs. Dans certains cas, il y avait des causes locales qui ont stimulé ce sentiment. Le raid des Khedera a été immédiatement déclenché par un faux rapport faisant état de l'emprisonnement de travailleurs arabes. Le raid sur Rehoboth était le résultat immédiat d'une histoire sur les Juifs de cette colonie ayant attaqué un village arabe voisin. Il n'y a aucune preuve de la responsabilité d'un village particulier dans le raid sur Rehoboth, mais M. Miller et M. Wainwright pensent que le faux rapport a été concocté ce jour-là par des personnes à Ramleh qui voulaient promouvoir une attaque contre les Juifs.

It is, however, only fair to add that two notables, who were tried in this connection, were acquitted.

In the Petach Tikvah case only the Abu Kishk tribe can clearly be saddled with responsibility. The Yahoudieh men never actually raided the colony. They would have done so had they not been caught in time by the military, but they were stopped and soundly punished. There is no evidence to show by whom Kefr Saba and Ain Hai were raided. The raiders found no one to kill, but looted and destroyed. In none of these five cases can the conduct of the Arabs be excused or condoned. Most of the colonists had lived for years on quite friendly terms with their Arab neighbours, and had in many cases given them regular employment on a large scale. The bloodthirsty attacks on these peaceful settlements, which had been guilty of no provocation whatever, are among the worst features of the disturbances.

Looting.

As in most countries, the desire for loot appears to have asserted itself strongly immediately the position got out of hand.

Looting was carried out in Jaffa and Menshieh on an extensive scale on Sunday and Monday, the 1st and 2nd May, but the looters appear to have been restricted to the poorer and more ignorant elements of the community. The looters were almost exclusively Arabs, the victims almost exclusively Jews.

The areas that suffered most were the Suk el-Deir and the Ajami quarters, where well-stocked shops were forcibly entered and stripped of their contents.

Men, women and children were to be seen pillaging and making off with goods of every description. Residential quarters suffered to a lesser extent.

On the 5th May the Government appointed a Looting Committee to

- (i) Inquire into the nature and extent of pillage,
- (ii) Inspect looted premises.
- (iii) Collect information which might lead to prosecutions, and to the recovery of looted property.

The Committee was presided over by Mr. A. B. C. Gibson, who was assisted by a Moslem and a Jewish member.

With a view to recovering as much as possible of the looted property the Committee intimated that persons returning loot to the Governorate by the 9th May would not be prosecuted in respect of goods so returned.

The response was, however, small and practically nothing of value was returned. 479 claims were submitted in respect of loss by pillage, but the Looting Committee is unable to give any indication of the amount of damage suffered by the claimants.

Il est cependant juste d'ajouter que deux notables, qui ont été jugés dans ce contexte, ont été acquittés.

Dans l'affaire Petach Tikvah, seule la tribu Abu Kishk peut clairement être considérée comme responsable. Les hommes de Yahoudieh n'ont jamais fait de descente dans la colonie. Ils l'auraient fait s'ils n'avaient pas été pris à temps par les militaires, mais ils ont été arrêtés et sévèrement punis. Il n'y a aucune preuve pour montrer par qui Kefr Saba et Ain Hai ont été attaqués. Les raiders n'ont trouvé personne à tuer, mais ils ont pillé et détruit. Dans aucun de ces cinq cas, la conduite des Arabes ne peut être excusée ou tolérée. La plupart des colons avaient vécu pendant des années en bons termes avec leurs voisins arabes et leur avaient souvent donné un emploi régulier à grande échelle. Les attaques sanglantes contre ces colonies de peuplement pacifiques, qui n'avaient fait l'objet d'aucune provocation, sont l'une des pires caractéristiques des troubles.

Pillage.

Comme dans la plupart des pays, le désir de pillage semble s'être fortement affirmé dès que la situation a dégénéré.

Des pillages à grande échelle ont eu lieu à Jaffa et Menshieh le dimanche et le lundi 1er et le lundi 2 mai, mais les pillards semblent avoir été limités aux éléments les plus pauvres et les plus ignorants de la communauté. Les pillards étaient presque exclusivement arabes, les victimes presque exclusivement juives.

Les zones qui ont le plus souffert ont été les quartiers de Suk el-Deir et d'Ajami, où des magasins bien achalandés ont été forcés d'entrer et d'en retirer leur contenu.

Des hommes, des femmes et des enfants devaient être vus en train de piller et de s'enfuir avec des biens de toutes sortes. Les quartiers résidentiels ont souffert dans une moindre mesure.

Le 5 mai, le gouvernement a nommé un comité de pillage pour

- i) Enquêter sur la nature et l'étendue du pillage,
- ii) Inspecter les lieux pillés.
- iii) Recueillir des informations susceptibles de donner lieu à des poursuites et à la restitution des biens pillés.

Le Comité était présidé par M. A. B. C. Gibson, qui était assisté d'un membre musulman et d'un membre juif.

En vue de récupérer autant que possible les biens pillés, le Comité a laissé entendre que les personnes qui retourneraient les biens pillés au gouvernorat avant le 9 mai ne seraient pas poursuivies pour les biens ainsi retournés.

La réponse a toutefois été faible et pratiquement rien de valable n'a été retourné. 479 demandes d'indemnisation ont été présentées au titre de pertes par pillage, mais le Comité de pillage n'est pas en mesure de donner d'indication sur le montant des dommages subis par les requérants.

A system of searches was instituted but failed to disclose the whereabouts of any of the stolen property, which had presumably been buried or secreted in the villages.

During and immediately after the riots complaints were constantly being received that soldiers under the guidance of Jews were searching houses. This was strongly resented, especially in houses where there were Moslem women, and orders were at once issued that soldiers were not to search houses without authority. It is, indeed, doubtful if soldiers at any time made such searches, and it is probable that the alleged soldiers were demobilised Jews who had put on their old uniforms because of the authority which these conferred.

The looting of and damage suffered by colonies was the subject of consideration by a special Committee appointed by the Government.

We understand that up to the present 25 convictions have been recorded in respect of looting in Jaffa.

The Governor.

During the three days of the Jaffa riots the Governor of Jaffa, Colonel Stirling, had a most difficult task to fulfil. After May Day the military were in occupation of Jaffa, although martial law was not declared until Tuesday. But the position on May Day was an impossible one. The Civil Administration had broken down under the pressure of popular violence. Looking back on the events, we realise that such an outbreak was liable to occur at any moment ; but at the time it was totally unexpected, and all Palestine was taken by surprise. It was mainly owing to insufficiency of training, service and traditions, that the police were not of the quality required to withstand the crush of racial strife, and in some cases were not even willing to do so. Colonel Stirling was not responsible for that. We are of opinion that he did all he could have been expected to do in the circumstances.

The Police.

The budget strength of the Police Detachment for the Administrative District of Jaffa is 10 officers, 53 mounted police, and 135 foot. The actual distribution in the sub-districts at the time of the disturbances was as follows :

Officers.

Mounted men.	Foot.	Jaffa
62	0	84
Ramleh		
3	17	23
Tulkeram		
1	15	22

Two of the officers were British, five officers and 141 men Moslems, two officers and 19 men Christians, one officer and 21 men Jews.

Un système de perquisitions a été mis en place mais n'a pas permis de localiser les biens volés, qui auraient été enterrés ou secrétés dans les villages.

Pendant et immédiatement après les émeutes, on ne cessait de se plaindre que des soldats sous la direction de Juifs fouillaient les maisons. Cela a été fortement ressenti, en particulier dans les maisons où il y avait des femmes musulmanes, et des ordres ont été aussitôt émis que les soldats ne devaient pas fouiller les maisons sans autorisation. Il est, en effet, douteux que des soldats aient jamais effectué de telles fouilles, et il est probable que les soldats présumés étaient des Juifs démobilisés qui avaient revêtu leurs anciens uniformes en raison de l'autorité qu'ils leur conféraient.

Le pillage et les dommages subis par les colonies ont fait l'objet d'un examen par un comité spécial nommé par le Gouvernement.

Nous croyons savoir qu'à ce jour, 25 condamnations ont été enregistrées pour pillage à Jaffa.

Le gouverneur.

Pendant les trois jours des émeutes de Jaffa, le gouverneur de Jaffa, le colonel Stirling, avait une tâche très difficile à accomplir. Après le 1^{er} mai, les militaires ont occupé Jaffa, bien que la loi martiale n'ait été déclarée que mardi. Mais la position du 1^{er} mai était impossible. L'administration civile s'est effondrée sous la pression de la violence populaire. Avec le recul, nous nous rendons compte qu'une telle flambée était susceptible de se produire à tout moment, mais à l'époque c'était totalement inattendu, et toute la Palestine a été prise par surprise. C'est principalement en raison de l'insuffisance de la formation, des services et des traditions que la police n'était pas en mesure de résister à l'écrasement des conflits raciaux et, dans certains cas, n'était même pas disposée à le faire. Le colonel Stirling n'était pas responsable de ça. Nous sommes d'avis qu'il a fait tout ce qu'on pouvait s'attendre à ce qu'il fasse dans les circonstances.

La police.

L'effectif budgétaire du détachement de police du district administratif de Jaffa est de 10 agents, 53 policiers à cheval et 135 pieds. La répartition réelle dans les sous-districts au moment des perturbations était la suivante :

Les officiers.

Des hommes à cheval.	Pied.	Jaffa
62	0	84
Ramleh		
3	17	23
Tulkeram		
1	15	22

2 de ces officiers étaient britanniques, 5 officiers et 141 hommes musulmans, 2 officiers et 19 hommes chrétiens, 1 officier et 21 hommes juifs.

The men are enlisted for only two years, a period which hardly enables them to acquire the degree of training and discipline necessary to subordinate those racial and religious prejudices which are so pronounced in Palestine, to the sense of duty.

The absence of barrack life, too, is not conducive to discipline or to the growth of esprit de corps. Nor are the pay and conditions of service such as to attract the type of recruit, whose early environment and education fit him for the ready conception of those principles of impartiality which can alone make an efficient policeman, and invest him with the public confidence.

It is stated by witnesses of all communities that, owing to unfavourable conditions of enlistment, recruits for the police force are drawn from among those who are unable to find employment in other avocations. We are, however, persuaded that, with reasonable conditions, ample training, and a sufficiently long period of enlistment, the Palestinian offers good material for the creation of an efficient Force. This is indicated by the exemplary conduct of those officers and other ranks of the Force, who arrived from Jerusalem under the command of Major Montefiore. They were picked men, and had undergone a special course of training at the Police School in Jerusalem. We feel that it would be an act of prudence, well worth the expense, to secure the services of a number of experienced British constables or N.C.Os. to leave the force, and to inculcate that spirit of duty and loyalty which is absent at present owing to lack of good traditions.

At the time of the outbreak of the riots, Mr. Wainwright, the District Commandant of Police, was absent at Khan Yunis, a coastal village in the Gaza district, 66 miles from Jaffa, whither he had proceeded on the morning of Saturday, the 30th April. There was no telephone at Khan Yunis, and Mr. Wainwright, on hearing of the disturbances, was only able to return to Jaffa by Tuesday, the 3rd May. There was, in our opinion, insufficient justification for his absence. Considerations of prudence demanded that he should have remained at his post. The Governor, who was away on District inspection on Friday, states that had he been present he would not have permitted Mr. Wainwright to leave the district.

Mr. Wainwright in his own evidence admits that he informed the acting Assistant Governor that he thought there would be a fight, but it does not seem to have occurred to him that there was any danger of it developing into a general disturbance. Fears were, however, entertained by other officers of the Force as to probabilities of conflict between the Labour demonstration and the M.P.S., and, as has been related, dispositions were worked out with a view to distributing the police at points at which they would be most effective.

Les hommes ne sont enrôlés que pour deux ans, période qui ne leur permet guère d'acquérir le degré de formation et de discernement nécessaire pour subordonner au sens du devoir les préjugés raciaux et religieux qui sont si marqués en Palestine.

L'absence de vie en caserne n'est pas non plus propice à la discipline ou à l'épanouissement de l'esprit de corps. La rémunération et les conditions d'emploi ne sont pas non plus de nature à attirer le type de recrue dont l'environnement et l'éducation précoces lui permettent de concevoir facilement ces principes d'impartialité qui seuls peuvent faire un policier efficace et lui donner la confiance de la population.

Des témoins de toutes les communautés ont déclaré qu'en raison de conditions d'enrôlement défavorables, les recrues des forces de police sont choisies parmi celles qui ne peuvent pas trouver d'emploi dans d'autres professions. Nous sommes toutefois persuadés qu'avec des conditions raisonnables, un entraînement suffisant et une période d'enrôlement suffisamment longue, les Palestiniens offrent un bon matériel pour la création d'une force efficace. C'est ce qu'indique la conduite exemplaire des officiers et des autres grades de la Force, qui sont arrivés de Jérusalem sous le commandement du major Montefiore. Ils avaient été choisis et avaient suivi un cours spécial de formation à l'École de police de Jérusalem. Nous estimons que ce serait un acte de prudence, qui en vaudrait la peine, que d'obtenir les services d'un certain nombre de gendarmes britanniques expérimentés ou de N.C.O. pour faire lever la force et inculquer cet esprit de devoir et de loyauté qui est absent à l'heure actuelle faute de bonnes traditions.

Au moment de l'éclatement des émeutes, M. Wainwright, commandant de la police du district, était absent à Khan Yunis, un village côtier du district de Gaza, à 66 miles de Jaffa, où il s'était rendu le samedi matin 30 avril. Il n'y avait pas de téléphone à Khan Yunis, et M. Wainwright, après avoir entendu parler des troubles, n'a pu retourner à Jaffa que le mardi 3 mai. Il n'y avait pas, à notre avis, de justification suffisante pour justifier son absence. Pour des raisons de prudence, il aurait dû rester à son poste. Le gouverneur, qui était en mission d'inspection dans le district vendredi, déclare que s'il avait été présent, il n'aurait pas permis à M. Wainwright de quitter le district.

M. Wainwright admet dans son témoignage qu'il a informé le gouverneur adjoint par intérim qu'il pensait qu'il y aurait une bagarre, mais il ne semble pas qu'il ait pensé qu'il y avait un risque que cela se transforme en une perturbation générale. D'autres agents de la Gendarmerie craignaient toutefois que les probabilités de conflit entre la manifestation ouvrière et l'E.P.M. ne soient compromises et, comme on l'a vu, des dispositions ont été prises en vue de répartir la police aux endroits où elle serait la plus efficace.

In applying by telephone to his headquarters for permission to leave the district, Mr. Wainwright appears not to have told the Deputy Director of Public Security, with whom he was speaking, of these fears. His failure to invite his Director's attention to the fact that a Labour demonstration would be held during his absence was a serious omission.

We were informed by British Reserve Inspector Atkins that he is responsible for the custody and issue of police arms and ammunition and other stores. The storeroom is merely a portion of the police office, partitioned off with a curtain of blankets. Several police clerks work in this room, and it is, presumably, open to those members of the Force or public who have business with the police office. It seems to us a singularly lax arrangement to keep such important things as armoury stores in a place of this sort.

According to Mr. Atkins, only 15 rounds of ammunition were issued on the Simday, and of these five rounds were issued to each of three policemen. The police had other ammunition, which ought not to have been in their possession, and some of this excess ammunition was without doubt improperly used. Its possession may be attributed to the lack of an efficient system of checking the return of armoury stores issued for guards, patrols, field firing, or other special duties. The evidence of Sergeant Beer and Privates Singer and Klevitsky, though to be accepted with reserve, indicates a carelessness that is almost alarming.

Of the Palestinian Police Officers, Mr. Cohen and Tewfik Bey did reasonably well. Of the others it is difficult to say more than that, although they lost control of the situation, they cannot be associated with the lawlessness and violence which characterised the behaviour of numbers of their subordinates. In this connection it is important to remember that during Sunday and part of Monday the force was without the leadership of a senior British officer.

Undoubtedly Abdin Bey, the Assistant District Commandant, had a heavier burden thrown upon him than he could in fairness be expected to carry. Nevertheless, we feel that he committed a serious error of judgment in leaving the Immigration House when the attack there had begun, and in remaining away as long as he did.

There is one officer, however, namely, Second Inspector Hanna EfEendi Bordcosh, who must incur more serious censure. The conduct of this officer has been referred to in an earlier portion of the report. He was at the Immigration House on Sunday when the trouble there was at its height. He saw and heard firing and bombs being thrown.

En demandant par téléphone à son quartier général la permission de quitter le district, M. Wainwright ne semble pas avoir fait part de ces craintes au directeur adjoint de la Sécurité publique, à qui il parlait. Le fait qu'il n'ait pas attiré l'attention de son directeur sur le fait qu'une manifestation ouvrière aurait lieu pendant son absence constitue une omission grave.

L'inspecteur de réserve britannique Atkins nous a informés qu'il est responsable de la garde à vue et de la délivrance des armes et munitions de la police et d'autres magasins. Le cellier n'est qu'une partie du bureau de police, cloisonnée par un rideau de couvertures. Plusieurs commis de police travaillent dans cette salle, et on peut supposer qu'elle est ouverte aux membres de la Gendarmerie ou au public qui font affaire avec le bureau de police. Il nous semble singulièrement laxiste de garder des choses aussi importantes que les magasins d'armurerie dans un endroit de ce genre.

Selon M. Atkins, seulement 15 cartouches de munitions ont été distribuées le Simday, et de ces cinq cartouches ont été distribuées à chacun des trois policiers. La police avait d'autres munitions, qui n'auraient pas dû être en leur possession, et certaines de ces munitions excédentaires ont sans aucun doute été utilisées à mauvais escient. Sa possession peut être attribuée à l'absence d'un système efficace de vérification du retour des stocks de manèges militaires délivrés pour les gardes, les patrouilles, les tirs sur le terrain ou d'autres fonctions spéciales. Le témoignage du sergent Beer et des soldats Singer et Klevitsky, bien que devant être accepté avec réserve, indique une négligence presque alarmante.

Parmi les policiers palestiniens, M. Cohen et Tewfik Bey se sont raisonnablement bien débrouillés. Parmi les autres, il est difficile d'en dire plus, bien qu'ils aient perdu le contrôle de la situation, ils ne peuvent être associés à l'anarchie et à la violence qui ont caractérisé le comportement de nombre de leurs subordonnés. À cet égard, il est important de se rappeler qu'au cours du dimanche et d'une partie du lundi, la force n'avait pas à sa tête un officier supérieur britannique.

Il ne fait aucun doute qu'Abdin Bey, le commandant adjoint de district, s'est vu imposer un fardeau plus lourd que celui qu'on pouvait s'attendre, en toute justice, à ce qu'il porte. Néanmoins, nous estimons qu'il a commis une grave erreur de jugement en quittant la maison de l'immigration lorsque l'attaque a commencé, et en restant à l'écart aussi longtemps que lui.

Il y a cependant un officier, à savoir le deuxième inspecteur Hanna EfEendi Bordcosh, qui doit faire l'objet d'une censure plus grave. La conduite de cet agent a été mentionnée dans une partie antérieure du rapport. Il était à la Maison de l'immigration le dimanche, lorsque les troubles ont atteint leur paroxysme. Il a vu et entendu des tirs et des bombes.

He saw people being wounded, and an enraged and excited crowd, evidently intent on murder and plunder, battering in the door of the house. There were armed police present, and if Hanna EfEendi had asserted his authority he might have done much to lessen the toll of the dead and wounded 42 in all who were subsequently found in and about that house. Fully aware of the gravity of the situation he returned to his home to have lunch, and to clean his belt of some blood, with which it had become bespattered, leaving the crowd to its own devices, and the inmates of the house to be the victims of the mob's violence. He showed himself utterly lacking in appreciation of his responsibility as a police officer, and of his authority as a uniformed Government official. It is difficult to conceive of a more flagrant disregard of duty.

The attitude of the other ranks of the Jaffa police throughout the riot was on the whole unsatisfactory. We cannot avoid the conclusion that racial considerations influenced their conduct, and that in the early stages of the trouble they became infected with partisanship, which rendered them not only ineffective as an instrument for the preservation of security, but resulted in some becoming active participants in violence and crime of a serious order.

We have been unable to accept all the evidence tendered as to the conduct of the police, but convictions have been recorded against members of the Force on charges of homicide, theft, attempted rape and unlawful wounding, these offences being committed in the course of the disturbances.

On the other hand it would have been surprising if this haK-trained body of men had been able, in the interest of public duty, to stand out against the flood of racial passion which had been let loose.

We feel bound to add that, apart from their conduct during the riots, the Jaffa police made an unfavourable impression upon us through their lack of smartness, alertness, discipline, and policemanlike appearance. During the two and a-half months we were sitting in Jaffa we had many opportunities to observe their demeanour, and although we noticed an improvement towards the end of this period, due, possibly, to the transfer of an inspector from the Jerusalem Detachment, we were unpleasantly affected by their prevailing slovenliness, a defect which one does not expect to find in a force under British command.

Il a vu des gens blessés et une foule enragée et excitée, manifestement déterminée à commettre des meurtres et des pillages, frapper à la porte de la maison. Il y avait des policiers armés présents, et si Hanna EfEendi avait revendiqué son autorité, il aurait pu faire beaucoup pour réduire le nombre de morts et de blessés dans toutes les personnes qui ont été retrouvées par la suite dans et autour de cette maison. Pleinement conscient de la gravité de la situation, il retourna chez lui pour déjeuner et se laver la ceinture d'un peu de sang, dont elle était devenue criblée de sang, laissant la foule à elle-même, et les détenus de la maison être les victimes de la violence de la pègre. Il s'est montré tout à fait incapable d'apprécier sa responsabilité en tant qu'agent de police et son autorité en tant que fonctionnaire en uniforme du gouvernement. Il est difficile de concevoir un mépris plus flagrant du devoir.

L'attitude des autres membres de la police de Jaffa tout au long de l'émeute a été dans l'ensemble insatisfaisante. Nous ne pouvons éviter de conclure que des considérations raciales ont influencé leur conduite et qu'au début des troubles, ils ont été infectés par l'esprit partisan, ce qui les a non seulement rendus inefficaces en tant qu'instrument de préservation de la sécurité, mais a fait que certains sont devenus des participants actifs à la violence et à des crimes d'ordre grave.

Nous n'avons pas été en mesure d'accepter tous les éléments de preuve présentés concernant la conduite de la police, mais des condamnations ont été prononcées contre des membres de la police pour homicide, vol, tentative de viol et blessure illégale, ces infractions ayant été commises dans le cadre des troubles.

D'autre part, il aurait été surprenant que ce groupe d'hommes formés au combat au corps à corps ait pu, dans l'intérêt du service public, se démarquer du flot de la passion raciale qui s'était déchaînée.

Nous nous sentons obligés d'ajouter qu'en dehors de leur conduite pendant les émeutes, la police de Jaffa nous a fait une impression défavorable par leur manque d'intelligence, de vigilance, de discipline et d'apparence policière. Pendant les deux mois et demi où nous étions à Jaffa, nous avons eu de nombreuses occasions d'observer leur comportement, et bien que nous ayons remarqué une amélioration vers la fin de cette période, due, peut-être, au transfert d'un inspecteur du détachement de Jérusalem, nous avons été désagréablement affectés par leur négligence dominante, un défaut que nous ne nous attendons pas à trouver dans une force sous commandement britannique.

Causes of Arab Hostility to Jews.

So long as the Jews remained an imobtrusive minority, as they did under the Ottoman Government, they were not molested or disliked. It was only when it came to be beheted by the Arabs that the Jews were exercising a preponderating influence over the Government that a state of feeling arose which required but a minor provocation on the part of a small number of undesirable Jews to ignite an explosion of popular anger against Jews in general. This manifested itself in serious outrages, of which some of the best sort of Jews have been the victims.

It is not within our province to discuss Zionism but only such questions as are popularly supposed to be involved in Zionism, and have been put before us as causes of the discontent culminating in the riots. Whether the construction put by the Arabs or their leaders in opinion on certain statements of fact are reasonable, and whether the statements themselves are true or capable of explanation are questions not altogether relevant to this inquiry. What are relevant are the statements themselves, and the constructions put upon them, because they show how it comes about that the present state of public feeling is such that outrages committed by the more ignorant and passionate part of the population have been, if not justified, yet, to say the least, explained and condoned by those who are themselves opposed to acts of violence. Persons apparently representing all sections of the non-Jewish community have voluntarily come before us to explain why pubic feeling became inflamed against the Jews.

Moslems, Orthodox Christians, Catholics, Maronites and other Uniates, Anglicans have been represented by witnesses, who included priests of the above Christian bodies ; and it has been impossible to avoid the conclusion that practically the whole of the non-Jewish population was united in hostility to the Jews. During the riots all discrimination on the part of the Arabs between different categories of Jews was obliterated. Old-estabhshed colonists and newly arrived immigrants, Chalukah Jews and Bolshevik Jews, Algerian Jews and Russian Jews, became merged in a single identity, and former friendships gave way before the enmity now felt tow^ards all. On the 27th June, nearly two months after the first outbreak, two members of the Commission of Inquiry chanced to meet a band of decently dressed Arab children, whose average age could not have exceeded six or seven, marching in procession along the Ajami quarter, brandishing sticks and branches, and shouting the words, " We want to fight the Jews."

Causes de l'hostilité arabe envers les Juifs.

Tant que les Juifs restaient une minorité discrète, comme c'était le cas sous le gouvernement ottoman, ils n'étaient pas molestés ou mal aimés. Ce n'est qu'au moment où les Arabes se sont rendu compte que les Juifs exerçaient une influence prépondérante sur le gouvernement qu'ils ont manifesté un état d'âme, qui n'a nécessité qu'une petite provocation de la part d'un petit nombre de Juifs indésirables pour provoquer une explosion de colère populaire à l'encontre des Juifs en général. Cela s'est manifesté par de graves outrages, dont certains des meilleurs types de Juifs ont été les victimes.

Il n'est pas de notre ressort de discuter du sionisme, mais seulement des questions qui sont censées être impliquées dans le sionisme et qui nous ont été posées comme causes du mécontentement qui a culminé dans les émeutes. La question de savoir si l'interprétation donnée par les Arabes ou leurs dirigeants sur certaines déclarations de fait est raisonnable et si les déclarations elles-mêmes sont vraies ou peuvent être expliquées n'est pas tout à fait pertinente pour cette enquête. Ce qui importe, ce sont les déclarations elles-mêmes, et les constructions qui leur sont données, parce qu'elles montrent comment il se fait que l'état actuel du sentiment public est tel que les outrages commis par la partie la plus ignorante et la plus passionnée de la population ont été, pour le moins, expliqués et tolérés par ceux qui sont eux-mêmes opposés aux actes de violence, sinon justifiés, pour ne rien dire. Des personnes représentant apparemment tous les secteurs de la communauté non-juive se sont présentées volontairement devant nous pour nous expliquer... pourquoi le sentiment du public s'est enflammé contre les Juifs.

Les musulmans, les chrétiens orthodoxes, les catholiques, les maronites et autres Unions, les anglicans ont été représentés par des témoins, dont des prêtres des corps chrétiens susmentionnés, et il a été impossible de ne pas conclure que pratiquement toute la population non juive était unie dans son hostilité envers les juifs. Pendant les émeutes, toute discrimination de la part des Arabes entre les différentes catégories de Juifs a été éliminée. Les anciens colons et les immigrants nouvellement arrivés, les Juifs de Chalukah et les Juifs bolcheviks, les Juifs algériens et les Juifs russes ont fusionné en une seule identité, et les anciennes amitiés ont cédé avant que l'inimitié ne s'étende à tous. Le 27 juin, près de deux mois après la première flambée de violence, deux membres de la Commission d'enquête ont rencontré par hasard une bande d'enfants arabes bien habillés, dont l'âge moyen ne pouvait dépasser six ou sept ans, marchant en procession dans le quartier Ajami, brandissant des bâtons et des branches, et criant les mots " Nous voulons combattre les Juifs ".

The incident was small, perhaps, but not without significance, and it was noted by the members of the Commission who saw it that no attempt was made by several policemen present to interfere with it in any way. So long as the popular feeling described above continues it will not be possible to maintain law and justice effectively, because the mass of the people cannot be trusted to do justice where a Jew is concerned.

The grievances put before us by Arabs and others as having contributed materially to the state of exasperation which found its outlet in the disturbances are already known to the readers of the newspapers, but their repetition cannot be avoided in this report. We are satisfied that these grievances had the effect thus alleged, but this conclusion involves no pronouncement on our part upon their individual merits or demerits. The principal ones are contained in the following allegations :

(a) That Great Britain, when she took over the administration of Palestine, was led by the Zionists to adopt a policy mainly directed towards the establishment of a National Home for the Jews, and not to the equal benefit of all Palestinians.

(b) That in pursuance of this policy the Government of Palestine has, as its official advisory body, a Zionist Commission, bound by its ideals and its conception of its role to regard Jewish interests before all others, and constituted by its singular prerogatives into an imperium in imperio.

(c) That there is an undue proportion of Jews in the Government service.

(d) That a part of the programme of the Zionists is the flooding of Palestine with a people which possesses greater commercial and organising ability than the Arabs, and will eventually obtain the upper hand over the rest of the population.

(e) That the immigrants are an economic danger to the population because of their competition, and because they are favoured in this competition.

(f) That immigrant Jews offend by their arrogance and by their contempt of Arab social prejudices.

(g) That owing to insufficient precautions immigrants of Bolshevik tendencies have been allowed to enter the country, and that these persons have endeavoured to introduce social strife and economic unrest into Palestine and to propagate Bolshevik doctrines.

L'incident a été petit, peut-être, mais non sans importance, et les membres de la Commission qui l'ont vu ont noté que plusieurs policiers présents n'avaient pas tenté de s'en mêler de quelque façon que ce soit. Tant que le sentiment populaire décrit ci-dessus persistera, il ne sera pas possible de maintenir efficacement la loi et la justice, car on ne peut pas faire confiance à la masse du peuple pour rendre justice à un Juif.

Les doléances que les Arabes et d'autres nous ont présentées comme ayant contribué matériellement à l'état d'exaspération qui a trouvé son expression dans les troubles sont déjà connues des lecteurs des journaux, mais leur répétition ne peut être évitée dans ce rapport. Nous sommes convaincus que ces griefs ont eu l'effet allégué, mais cette conclusion n'implique aucune prise de position de notre part sur leurs mérites ou démérites individuels. Les principales sont contenues dans l'allégation suivante :

a) Que la Grande-Bretagne, lorsqu'elle a pris en charge l'administration de la Palestine, a été conduite par les sionistes à adopter une politique visant principalement à l'établissement d'un foyer national pour les Juifs, et non à l'égal bénéfice de tous les Palestiniens¹.

(b) Que, dans le cadre de cette politique, le gouvernement de la Palestine dispose, en tant qu'organe consultatif officiel, d'une Commission sioniste, liée par ses idéaux et sa conception du rôle qui lui incombe de considérer les intérêts juifs avant tous les autres, et constituée par ses prérogatives particulières en un imperium in imperio.

(c) Qu'il y a une proportion excessive de Juifs dans la fonction publique.

(d) Qu'une partie du programme des Sionistes est la submersion de la Palestine par un peuple qui possède une plus grande capacité commerciale et d'organisation que les Arabes, et qui finira par prendre le dessus sur le reste de la population.

(e) Que les immigrants représentent un danger économique pour la population en raison de leur concurrence et parce qu'ils sont favorisés dans cette concurrence.

(f) Que les Juifs immigrés offensent par leur arrogance et par leur mépris des préjugés sociaux arabes.

(g) Que, faute de précautions suffisantes, des immigrants de tendance bolchevique ont été autorisés à entrer dans le pays et que ces personnes se sont efforcées d'introduire des troubles sociaux et économiques en Palestine et de propager la doctrine bolchevique.

¹ Le mot « Palestinien » à l'époque désigne tout habitant de la Palestine, Juif, Chrétien ou Arabe. La construction du mot en référence à un peuple palestinien s'élabore entre 1948 et 1967 (Note MonBalagan)

Labouring under these grievances the Arabs have regarded with suspicion measures taken by the Government with the best intentions. The Transfer of Land Ordinance, 1920, which requires that the consent of the Government must be obtained to all dispossessions of immovable property and forbids transfers to others than residents in Palestine, they regard as having been introduced to keep down the price of land, and to throw land which is in the market into the hands of the Jews at a low price.

The temporary measure, now inoperative, which prohibited the export of cereals, was enacted, as they contend, to oppress the native landowners so as to compel them to sell their land, and at the same time to provide cheap food for the Jewish immigrants.

In connection with their grievance against the disproportionate number of Jews in the Government the Arabs urge that the Legal Secretary is a Jew well known as an ardent exponent of Zionism, and, while making no personal attack upon him, say that the control which he is able to exercise over the Courts of Law lessens their confidence in the administration of justice. They also point to the personnel of the Public Works Department. They assert that Jews are exclusive in business, that a Jewish tradesman will not buy from an Arab if the goods he wants can be obtained from a Jew, and they argue that a Jewish official who has the power to influence the granting of a Government contract will not let it go to anyone but a Jew if he can help it.

With regard to the workmen and labourers employed by the Public Works Department and on the railways, they complain that the employment of a large number of Jews out of all proportion to the Jewish population of the country has displaced Arab labour, and is a means of using public money for the support of the very immigrants whose introduction is viewed with alarm and hostility. They say that they are made to pay for the Jewish National Home.

This brings us to the question of Jewish immigration. The objections on the part of the artisans and labourers are mostly economic. If the new arrivals could have been taken at once into agricultural colonies their coming would have had little effect on the working people of Jaffa ; but their employment on public works and railways, and their entry into competition with the town people as artisans, labourers and porters, particularly since they have come in relatively large numbers, has aroused the same feeling of hostility and alarm that alien immigration has excited in other communities with which we are familiar. It would be useless to argue with the Arab that they are not aliens because they are returning to their ancient home, since this is to him the aspect of the Zionist question with which he will have nothing to do.

Les Arabes ont considéré avec suspicion les mesures prises par le Gouvernement avec les meilleures intentions, en se fondant sur ces doléances. L'ordonnance de 1920 sur le transfert des terres, qui exige que le consentement du gouvernement soit obtenu pour toutes les dépossessions de biens immobiliers et interdit les transferts à d'autres personnes que les résidents en Palestine, est considérée comme ayant été introduite pour maintenir le prix des terres à un bas prix et pour jeter dans les mains des Juifs des terres qui sont sur le marché à un bas prix.

La mesure temporaire, aujourd'hui inopérante, qui interdisait l'exportation de céréales, a été adoptée, comme ils le prétendent, pour opprimer les propriétaires fonciers autochtones afin de les contraindre à vendre leurs terres et, en même temps, de fournir une nourriture bon marché aux immigrants juifs.

En ce qui concerne leur grief contre le nombre disproportionné de Juifs au sein du gouvernement, les Arabes dénoncent instamment que le Secrétaire juridique soit un Juif bien connu comme un ardent défenseur du sionisme et, sans s'en prendre personnellement à lui, disent que le contrôle qu'il peut exercer sur les tribunaux diminue leur confiance dans l'administration de la justice. Ils désignent également le personnel du service des travaux publics. Ils affirment que les Juifs sont exclusifs en affaires, qu'un commerçant juif n'achètera pas d'un Arabe si les biens qu'il veut peuvent être obtenus d'un Juif, et ils soutiennent qu'un fonctionnaire juif qui a le pouvoir d'influencer l'octroi d'un contrat gouvernemental ne le donnera à personne, sauf à un Juif s'il peut l'aider.

En ce qui concerne les ouvriers et les ouvriers employés par le Département des travaux publics et sur les chemins de fer, ils se plaignent que l'emploi d'un grand nombre de Juifs hors de toute proportion avec la population juive du pays a déplacé le travail arabe, et est un moyen d'utiliser l'argent public pour soutenir les immigrants dont l'introduction est considérée avec inquiétude et hostilité. Ils disent qu'ils sont obligés de payer pour le foyer national juif.

Cela nous amène à la question de l'immigration juive. Les objections de la part des artisans et des ouvriers sont surtout d'ordre économique. Si les nouveaux arrivants avaient pu être emmenés immédiatement dans des colonies agricoles, leur arrivée aurait eu un effet réduit sur les travailleurs de Jaffa ; mais leur emploi dans les travaux publics et les chemins de fer, et leur entrée en compétition avec les habitants de la ville comme artisans, ouvriers et porteurs, surtout depuis qu'ils sont venus en nombre relativement important, a suscité le même sentiment d'hostilité et d'inquiétude que l'immigration étrangère a suscité dans d'autres communautés dont on connaît les noms. Il serait inutile d'argumenter avec l'Arabe qu'ils ne sont pas des étrangers parce qu'ils retournent dans leur ancienne demeure, puisque c'est pour lui l'aspect de la question sioniste avec lequel il n'aura rien à faire.

He tells you that they are Russians and Poles, and sometimes adds that they are Bolsheviks. In any case he complains that they take the bread out of his mouth. The immigration policy has been likened to the bounty-fed commerce of the Germans, because the immigrant is subsidised in one way or another, and because, whereas the Arab has to starve when he is out of work the newcomer is believed to be provided for by the Government or subsidised by his own organisation.

Arabs who are not artisans or labourers repeat the above objections and add that immigrants compete in clerical occupations, especially now that Hebrew has been made an official language. Their main objection to immigration has, however, been political, and this objection, although originating with the more educated Arabs, has filtered through the khans and coffee-shops into the streets and villages. It can be summed up in the fear that through extensive Jewish immigration Palestine will become a Jewish dominion. This fear is not lessened when they read in Zionist literature such passages as the following, taken from the "Keren Ha-Yesod Book," which will be referred to again later, "The object of the modern Jewish pioneer in Palestine is to prepare room and work for the thousands and millions that wait outside."

A curious instance of the way in which men's minds work in regard to this question and the readiness with which the villagers take alarm at any movement which appears to threaten the existing relations between the races, is a notion which Mr. Reading, Sub-District Governor of Tulkeram, found current among villagers.

It was this : that the Jews when they had sufficiently increased in numbers would become so highly organised and so well armed as to be able to overcome the Arabs, and rule over and oppress them. There was probably a causal connection between this notion and a rumour current in the early days of May, that the Jews were being secretly armed by the Government. This rumour caused considerable unrest, and the Arabs were clamouring for arms. The influence of these notions and rumours should not be underestimated, for it must be borne in mind that in this part of the world racial and religious prejudices are elemental.

There is also a limited social objection to Jewish immigrants so far as Jaffa is concerned. Among the causes of the anti-Jewish irritation felt by the Arabs of Jaffa was a certain attitude of arrogance displayed in the streets and open places of the town by younger "Haluzim" of both sexes. Several witnesses have referred to the manner in which strings of these young men and women, in free and easy attire, would perambulate the streets arm in arm, singing songs, holding up traffic and generally conducting themselves in a manner at variance with Arab ideas of decorum. It is not difficult to understand the feelings inspiring these young people on their arrival in Palestine.

Il vous dit qu'ils sont Russes et Polonais, et ajoute parfois qu'ils sont Bolcheviks. En tout cas, il se plaint qu'on lui retire le pain de la bouche. La politique d'immigration a été comparée au commerce alimenté par les Allemands, parce que l'immigrant est subventionné d'une manière ou d'une autre, et parce que, alors que l'Arabe doit mourir de faim lorsqu'il est sans travail, le nouvel arrivant doit être nourri par le gouvernement ou subventionné par sa propre organisation.

Les Arabes qui ne sont ni artisans ni ouvriers répètent les objections ci-dessus et ajoutent que les immigrants se font concurrence dans les emplois de bureau, surtout maintenant que l'hébreu est devenu une langue officielle. Leur principale objection à l'immigration a cependant été politique, et cette objection, bien que provenant des Arabes plus instruits, s'est propagée dans les rues et les villages à travers les khans et les cafés. On peut la résumer par la crainte que la Palestine ne devienne une domination juive par le biais d'une immigration juive massive. Cette crainte n'est pas amoindrie lorsqu'ils lisent dans la littérature sioniste des passages tels que ceux qui suivent, tirés du "Livre du Keren Ha-Yesod", auquel nous reviendrons plus loin : "L'objectif du pionnier juif moderne en Palestine est de préparer la place et le travail pour les milliers et les millions qui attendent dehors".

Un curieux exemple de la façon dont l'esprit des hommes travaille sur cette question et de la disposition avec laquelle les villageois s'alarment de tout mouvement qui semble menacer les relations existantes entre les races, est une notion que M. Reading, gouverneur du sous-district de Tulkeram, a trouvée courante parmi les villageois.

C'était cela : que les Juifs, lorsqu'ils seraient suffisamment nombreux, deviendraient si bien organisés et si bien armés qu'ils seraient capables de vaincre les Arabes, de régner sur eux et de les opprimer. Il y avait probablement un lien de causalité entre cette notion et une rumeur qui courait au début du mois de mai, selon laquelle les Juifs étaient secrètement armés par le gouvernement. Cette rumeur a provoqué des troubles considérables, et les Arabes réclamaient à grands cris des armes. L'influence de ces notions et rumeurs ne doit pas être sous-estimée, car il faut garder à l'esprit que dans cette partie du monde les préjugés raciaux et religieux sont élémentaires.

En ce qui concerne Jaffa, il y a aussi une objection sociale limitée aux immigrants juifs. Parmi les causes de l'irritation anti-juive ressentie par les Arabes de Jaffa figurait une certaine attitude d'arrogance affichée dans les rues et les places publiques de la ville par les jeunes "Haluzim" des deux sexes. Plusieurs témoins ont parlé de la façon dont les chaînes de ces jeunes hommes et de ces jeunes femmes, en tenue libre et facile, parcouraient les rues bras dessus bras dessous, chantant des chansons, retardant la circulation et se conduisant généralement d'une manière qui va à l'encontre des idées arabes du paraître. Il n'est pas difficile de comprendre les sentiments qui inspirent ces jeunes à leur arrivée en Palestine.

It is natural that the transition from the cramping conditions under which they had been living in the countries whence they came to the freedom of their " National Home," the land of their dreams and hopes, should have stimulated an exuberance of spirit, probably combined with an exaggerated appreciation of what is implied by the term " National Home."

On the other hand it is natural that Arabs should be irritated by the seK-assertion and aggressiveness of these new arrivals, and that this pouring of new wine into old bottles should not proceed altogether easily.

Our task in this inquiry is to establish facts rather than to impute blame ; but the circumstance to which we refer shows how necessary it is that those responsible for the oversight of the immigrants should impress upon the latter the importance of directing their natural and legitimate enthusiasms into channels where they cannot offend others, and how necessary it is that they should warn them of the need to study the susceptibilities of their Arab fellowcitizens.

We have described the M.P.S. demonstration on the 1st May as a " minor provocation," and its relation to the disturbances as that of a spark igniting explosive material.

Nevertheless, we feel that there may have been a tendency to underrate, perhaps on account of their small numbers and the fact that these numbers decreased after November, 1920, the danger to be apprehended from the Bolshevik Jews in Palestine, of whom most, but not all, were recent immigrants. The Bolshevik element in the country produced an effect out of proportion with its numbers, not by the success of its propaganda but by the genuine uneasiness it inspired in the Arabs, more particularly in those of the poorer classes in the country districts. Of this unfeigned uneasiness we had ample evidence in the course of the Khedera inquiry, and it was a serious matter. It was a circumstance which conferred upon this handful of agitators an importance that cannot be measured by their exiguous intrinsic numbers, or by their failure to capture the Jewish Labour movement in the country.

We consider that the Arabs had a real fear of the Bolshevik element and of its propaganda, a fear which became acute with the less enlightened. How far that fear was justified it is impossible to say ; the extent of the danger to be apprehended from these people cannot in the nature of things be accurately assessed. The case is different from that of the villagers of the Tulkeram neighbourhood, who were led to attack Khedera owing to their belief in a preposterous and baseless story of the detention of Arab labourers by the colonists. There was, as we pointed out in our report on the Khedera incident, no justification for believing, however genuinely, a rumour which could easily have been ascertained to be without foundation.

Il est naturel que la transition des conditions d'exiguité dans lesquelles ils vivaient dans les pays d'où ils venaient vers la liberté de leur " National Home ", la terre de leurs rêves et de leurs espoirs, aurait dû stimuler une exubérance d'esprit, probablement combinée à une appréciation exagérée de ce qu'implique le terme " National Home ".

D'autre part, il est naturel que les Arabes soient irrités par l'affirmation et l'agressivité de ces nouveaux arrivants, et que ce déversement de vin nouveau dans de vieilles bouteilles ne se fasse pas aussi facilement.

Notre tâche dans cette enquête est d'établir les faits plutôt que d'imputer les responsabilités, mais la circonstance à laquelle nous nous référons montre combien il est nécessaire que les responsables du contrôle des immigrants fassent comprendre à ces derniers l'importance de diriger leur enthousiasme naturel et légitime vers des canaux où ils ne peuvent offenser les autres, et combien il est nécessaire qu'ils les mettent en garde contre la nécessité d'étudier la sensibilité de leurs concitoyens arabes.

Nous avons décrit la manifestation M.P.S. du 1er mai comme une " provocation mineure ", et sa relation aux perturbations comme celle d'une étincelle allumant une matière explosive.

Néanmoins, nous pensons qu'il y a peut-être eu une tendance à sous-estimer, peut-être en raison de leur petit nombre et du fait que ce nombre a diminué après novembre 1920, le danger à appréhender des Juifs bolcheviques en Palestine, dont la plupart, mais pas tous, étaient des immigrants récents. L'élément bolchevique dans le pays a produit un effet disproportionné par rapport à ses effectifs, non pas par le succès de sa propagande, mais par le véritable malaise qu'il a inspiré aux Arabes, plus particulièrement à ceux des classes les plus pauvres dans les districts ruraux. Au cours de l'enquête Khedera, nous avons eu amplement de preuves de ce malaise non justifié, et c'était une affaire grave. C'est une circonstance qui a conféré à cette poignée d'agitateurs une importance qui ne peut être mesurée par leur petit nombre ou par leur incapacité à capturer le mouvement syndical juif dans le pays.

Nous considérons que les Arabes avaient une crainte réelle de l'élément bolchevique et de sa propagande, une peur qui s'est accentuée chez les moins éclairés. Il est impossible de dire dans quelle mesure cette crainte était justifiée ; l'ampleur du danger à appréhender de ces personnes ne peut être évaluée avec précision. Le cas est différent de celui des villageois du quartier de Tulkeram, qui ont été amenés à attaquer Khedera parce qu'ils croyaient en une histoire grotesque et sans fondement de la détention de travailleurs arabes par les colons. Comme nous l'avons souligné dans notre rapport sur l'incident de Khedera, il n'y avait aucune raison de croire, aussi sincère soit-elle, à une rumeur qui aurait pu être facilement établie comme étant sans fondement.

With regard to the Bolsheviks, however, it was not possible for the Arabs positively to establish whether propaganda of the nature indulged in by the M.P.S. was likely to result in serious danger to the country or not ; but the indications were such as to fill them with reasonable apprehensions on the subject. They saw that the M.P.S. activities were resulting in the beginnings of industrial strife, previously unknown in the country ; they saw strikes and labour demonstrations, which filled their conservative minds with alarm ; they read leaflets distributed by the M.P.S., in which the people were invited to participate in class war, and to promote anarchy and social upheaval. Such phenomena were sufficient, in our opinion, to cause uneasiness in the minds of the Arabs, and did, in point of fact, cause such uneasiness among them. Non-Bolshevik Jewish Labour organisations also indulged in strikes and other similar activities familiar enough in Europe, but new to Jaffa ; and thereby served to create in the minds of the Arabs a feeling of dislike and distrust of Jewish labourers immigrants generally.

But for the considerations set forth above we feel convinced that there would be no animosity towards the Jews as such ; that there is no inherent anti-Semitism in the country, racial or religious. We are credibly assured by educated Arabs that they would welcome the arrival of well-to-do and able Jews who could help to develop the country to the advantage of all sections of the community.

Zionists, for their part, dwell freely on the theme that the realisation of the policy of the " National Home " will benefit Arabs as well as Jews ; but we feel bound to express the opinion, arrived at in the course of the inquiry, that the Zionist Commission, which is the representative of the Zionist Organisation in Palestine, has failed to carry conviction to the Arabs on this point. So far as we can judge, the only sentiment it has inspired in them is one of profound distrust.

This distrust is not of recent growth, but appears first to have taken root in the early days of the Military Administration. At this time, according to evidence brought before us, Jews enjoyed greater facilities than Arabs in the matter of obtaining permits to travel on and to import merchandise by military railways, owing to the fact that the Zionist Commission was accepted by the Administration as sponsor for the Jews, whereas the Arabs had no corresponding body to whom they could apply for guarantees for this purpose.

Consequently the Jews were able to obtain their permits promptly, while the Arabs had to follow a cumbersome and lengthy procedure. This inequality of treatment was clearly not the fault of the Zionist Commission, and was probably inevitable at the time, but it created ill-will on the part of the Arabs towards the Commission.

En ce qui concerne les bolcheviks, cependant, il n'a pas été possible pour les Arabes d'établir avec certitude si la propagande de la nature de celle à laquelle se livraient les M.P.S. était susceptible ou non d'entraîner un grave danger pour le pays ; mais les indications étaient de nature à les remplir de craintes raisonnables en la matière. Ils ont vu que les activités des M.P.S. entraînaient des débuts de conflits industriels jusque-là inconnus dans le pays - ils ont vu des grèves et des manifestations ouvrières qui ont alarmé leurs esprits conservateurs - ils ont lu des tracts distribués par les M.P.S., dans lesquels les gens étaient invités à participer à la lutte des classes, à promouvoir l'anarchie et à faire du bruit dans la société. De tels phénomènes étaient suffisants, à notre avis, pour causer un malaise dans l'esprit des Arabes, et en fait, ils ont causé un tel malaise parmi eux. Les organisations travaillistes juives non bolcheviques se livraient également à des grèves et à d'autres activités similaires assez familières en Europe, mais nouvelles à Jaffa ; et contribuaient ainsi à créer dans l'esprit des Arabes un sentiment d'aversion et de méfiance envers les travailleurs immigrants juifs en général.

Mais pour les considérations exposées ci-dessus, nous sommes convaincus qu'il n'y aurait pas d'animosité envers les Juifs en tant que tels ; qu'il n'y a pas d'antisémitisme inhérent dans le pays, racial ou religieux. Les Arabes instruits nous ont assuré de manière crédible qu'ils accueilleraient favorablement l'arrivée de Juifs aisés et compétents qui pourraient aider à développer le pays au profit de toutes les sections de la communauté.

Les sionistes, pour leur part, s'attardent librement sur le thème que la réalisation de la politique de la " Maison nationale " profitera aussi bien aux Arabes qu'aux Juifs mais nous nous sentons tenus d'exprimer l'opinion, à laquelle nous sommes arrivés au cours de l'enquête, que la Commission sioniste, qui représente l'Organisation sioniste en Palestine, a échoué à convaincre les arabes sur ce point. Pour autant que nous puissions en juger, le seul sentiment qu'il leur a inspiré est celui d'une profonde méfiance.

Cette méfiance n'est pas d'une croissance récente, mais semble d'abord s'être enracinée dans les premiers temps de l'administration militaire. A cette époque, selon les éléments de preuve qui nous ont été présentés, les Juifs jouissaient de facilités plus grandes que les Arabes en ce qui concerne l'obtention de permis de voyage et d'importation de marchandises par chemin de fer militaire, du fait que la Commission sioniste était acceptée par l'Administration comme sponsor des Juifs, alors que les Arabes n'avaient pas d'organisme correspondant auquel ils pouvaient demander des garanties dans ce but.

En conséquence, les Juifs ont pu obtenir leurs permis rapidement, tandis que les Arabes ont dû suivre une procédure lourde et longue. Cette inégalité de traitement n'était évidemment pas la faute de la Commission sioniste, et était probablement inévitable à l'époque, mais elle a créé de la mauvaise volonté de la part des Arabes envers la Commission.

The subsequent activities and pretensions of the Commission do not seem to have dispelled or mitigated this ill-will, and if we refer to the topic here it is because the distrust inspired in the Arabs by the Zionist Commission has been, in our opinion, an appreciable factor in creating the feeling, but for which the Jaffa outrages would probably not have taken place. It seems to us that the Zionist Commission was in a better position than any other unofficial body or organisation to fulfil the important function of conciliating the Arabs, and of rendering, or attempting to render, the policy embodied in the Balfour Declaration acceptable to them.

Such a function would require tact and powers of conciliation of a high order, and we feel that a part of the energies of the Zionist Commission could have been devoted to no more appropriate, more valuable, and more vital purpose.

We find, however, a belief among the Arabs that the Commission has either desired to ignore them as a factor to be taken into serious consideration, or else has combated their interests to the advantage of the Jews.

An unfortunate impression was created in the country by the practice of the Zionist Commission, abandoned since April, 1920, of paying subsidies to Jewish policemen and Jewish Government clerks of junior grades in aid of their official salaries.

Again, we have had evidence to the effect that the Zionist Commission put strong pressure upon a large Jewish landowner of Richon-le-Zion to employ Jewish labour in place of the Arabs who had been employed on his farm since he was a boy. The farmer, we were told, yielded to this pressure with reluctance, firstly, because the substitution of Jewish for Arab labour would alienate the Arabs, secondly, because the pay demanded by the Jewish labourers, and the short hours during which they would consent to work, would make it impossible for him to run his farm at a profit.

Furthermore the influence exercised, or believed to be exercised, by the Commission over the framing of legislation, and in the selection of Government officials (also, occasionally, in the reinstatement of officials dismissed by the Government), has done nothing to lessen the distrust with which it is regarded by the Arabs, who have no similar body to exercise corresponding influence on their behalf. It is not for us to say that the activities, real or alleged, of the Zionist Commission were or are illegitimate ;

we can, however, say that in our opinion the Commission's conception of its duties and functions has exercised an exacerbating rather than a conciliatory influence on the Arab population of Palestine, and has thus been a contributory cause of the disturbances which are the subject of our inquiry.

Les activités et prétentions ultérieures de la Commission ne semblent pas avoir dissipé ou atténué cette mauvaise volonté, et si nous nous référons ici au sujet, c'est parce que la méfiance inspirée aux Arabes par la Commission sioniste a été, à notre avis, un facteur appréciable pour créer ce sentiment, mais pour lequel les émeutes de Jaffa ne se seraient probablement pas produits. Il nous semble que la Commission sioniste était mieux placée que tout autre organisme ou organisation non officiel pour remplir l'importante fonction de concilier les Arabes et de rendre ou de tenter de rendre acceptable pour eux la politique énoncée dans la Déclaration Balfour.

Une telle fonction exigerait du tact et des pouvoirs de conciliation assez élevé, et nous pensons qu'une partie des énergies de la Commission sioniste n'aurait pu être consacrée à un but plus approprié, plus précieux et plus vital.

Nous constatons, cependant, que les Arabes croient que la Commission a soit voulu les ignorer comme un facteur à prendre sérieusement en considération, soit qu'elle a combattu leurs intérêts dans l'intérêt des Juifs.

La pratique de la Commission sioniste, abandonnée depuis avril 1920, consistant à verser des subventions aux policiers juifs et aux commis du gouvernement juif des classes subalternes au titre de leurs salaires officiels, a créé une impression malheureuse dans le pays.

Encore une fois, nous avons eu des preuves à l'effet que la Commission sioniste a exercé de fortes pressions sur un grand propriétaire foncier juif de Richon-le-Zion pour qu'il emploie de la main-d'œuvre juive à la place des Arabes qui avaient été employés sur sa ferme depuis qu'il était enfant. L'agriculteur, nous a-t-on dit, a cédé à cette pression avec réticence, d'abord parce que le remplacement du travail arabe par le travail juif aliénerait les Arabes, ensuite parce que le salaire exigé par les ouvriers juifs, et les courtes heures pendant lesquelles ils consentiraient à travailler, rendraient impossible pour lui de diriger sa ferme avec un profit.

De plus, l'influence exercée, ou que l'on croit exercée, par la Commission au sujet de l'élaboration de la législation et de la sélection des fonctionnaires du Gouvernement (ainsi que, parfois, de la réintégration des fonctionnaires démis de leurs fonctions par le Gouvernement), n'a rien fait pour atténuer la méfiance des Arabes à son égard, qui n'ont aucun organe similaire pour exercer en leur nom l'influence correspondante.

Il ne nous appartient pas de dire que les activités, réelles ou alléguées, de la Commission sioniste étaient ou sont illégitimes ; nous pouvons toutefois dire que, à notre avis, la conception que la Commission a de ses devoirs et fonctions a exercé une influence exacerbante plutôt que consciente sur la population arabe de Palestine, et a donc contribué aux troubles qui font l'objet de notre enquête.

It is important that it should be realised that what is written on the subject of Zionism by Zionists and their sympathisers in Europe is read and discussed by Palestinian Arabs, not only in the towns but in country districts. Thus a witness from Tulkeram, who appeared before us in the course of the Khedera inquiry, quoted as an instance of provocative writing the following passage from a book entitled " England and Palestine," by H. Sidebotham* :

" It is desired to encourage Jewish immigration by every means, and at the same time to discourage the immigration of Arabs. . . ."

The book from which this quotation was taken was published as far back as 1918 ; but our attention has been called to other not less provocative statements appearing in Zionist publications since the disturbances, whilst we were sitting.

Thus the Jewish Chronicle, No. 2,720, of the 20th May, 1921, makes the following statement in the course of its leading article :

" Hence the real key to the Palestine situation is to be found in giving to Jews as such, those rights and privileges in Palestine which shall enable Jews to make it as Jewish as England is English, or as Canada is Canadian. That is the only reasonable or, indeed, feasible meaning of a Jewish National Home, and it is impossible for Jews to construct it without being accorded a National status for Jews."

Again, Palestine, the official organ of the British Palestine Committee, in its issue of the 4th June, 1921, in discussing the question of Jewish immigration, describes Palestine as a " deserted, derelict land." This description hardly tallies with the fact that the density of the present population of Palestine, according to Zionist figures, is something like 75 to the square mile.*f

On the 14th May there appeared in The Times a letter from Mr. V. Jabotinsky, a member of the Executive of the Zionist Organisation, in which he urged that, in view of the Jaffa disturbances, Jews alone should have the privilege of military service in Palestine, Arabs being excluded from the right to bear arms. Generous allowance must be made for the natural and justifiable feeling of indignation aroused among Jews by the Arab aggression on their co-religionists in Jaffa, and in the colonies which were so wantonly attacked. On the other hand utterances such as those we have quoted have not made for a resumption of friendly relations between Jews and Arabs.

About the same time there appeared the " Karen Ha-Yesod Book," a volume issued by the promoters of the " Palestine Foundation Fund." In the chapter of this book devoted to the political position, disappointment is expressed that " the most vital of all rights in similar cases the right of the Zionist Organisation to exercise its influence, through legally secured channels, in the choice of suitable candidates for this all-important post " (sc. that of High Commissioner for Palestine) is not included in the draft Mandate.

Il est important de comprendre que ce qui est écrit sur le sionisme par les sionistes et leurs sympathisants en Europe est lu et discuté par les Arabes palestiniens, non seulement dans les villes mais aussi dans les districts ruraux. Ainsi, un témoin de Tulkeram, qui a comparu devant nous dans le cadre de l'enquête Khedera, a cité comme exemple de provocation le passage suivant d'un livre intitulé " Angleterre et Palestine ", de H. Sidebotham* :

" Il est souhaitable d'encourager l'immigration juive par tous les moyens et, en même temps, de décourager l'immigration des Arabes. . . ."

Le livre d'où cette citation a été tirée a été publié dès 1918 ; mais notre attention a été attirée sur d'autres déclarations non moins provocatrices parues dans des publications sionistes depuis les troubles, lorsque nous étions assis.

Ainsi la Chronique juive, n° 2.720, du 20 mai 1921, fait la déclaration suivante au cours de son article phare :

" Par conséquent, la véritable clé de la situation en Palestine est de donner aux Juifs en tant que tels les droits et privilèges en Palestine qui permettront aux Juifs de devenir aussi juifs que l'Angleterre est anglaise, ou que le Canada est canadien. C'est le seul sens raisonnable, voire réalisable, d'un foyer national juif, et il est impossible pour les Juifs de le construire sans se voir accorder un statut national pour les Juifs."

Encore une fois, « Palestine » l'organe officiel du Comité britannique pour la Palestine, dans son numéro du 4 juin 1921, en discutant de la question de l'immigration juive, décrit la Palestine comme une " terre abandonnée et abandonnée ". Cette description ne correspond guère au fait que la densité de la population actuelle de la Palestine, selon les chiffres sionistes, est de l'ordre de 75 au mille carré².

*f Le 14 mai, le Times a publié une lettre de M. V. Jabotinsky, membre de l'exécutif de l'Organisation sioniste, dans laquelle il a insisté pour que, face aux troubles de Jaffa, les Juifs seuls aient le privilège du service militaire en Palestine, les Arabes étant exclus du droit au port des armes. Il faut tenir généreusement compte du sentiment naturel et justifiable d'indignation suscité chez les Juifs par l'agression arabe contre leurs coreligionnaires à Jaffa et dans les colonies qui ont été si sauvagement attaquées. D'autre part, des propos tels que ceux que nous avons cités n'ont pas permis une reprise des relations amicales entre Juifs et Arabes.

À peu près à la même époque paraissait le " Karen Ha-Yesod Book ", un volume publié par les promoteurs du " Palestine Foundation Fund ". Dans le chapitre de ce livre consacré à la position politique, la déception est exprimée que " le plus vital de tous les droits dans des cas similaires, le droit de l'Organisation sioniste d'exercer son influence, par des voies juridiquement sûres, dans le choix des candidats appropriés pour ce poste très important " (voir celui du Haut Commissaire pour la Palestine) ne fait pas partie du mandat provisoire.

Until the Commission came to examine Dr. Eder, acting Chairman of the Zionist Commission, they were miaware to what extent such expressions of opinion as those we have quoted above were authorised by responsible Zionists. Dr. Eder was a most enlightening witness. He was quite unaggressive in manner and free from any desire to push forward opinions which might be offensive to the Arabs. But when questioned on certain vital matters he was perfectly frank in expressing his view of the Zionist ideal. He gave no quarter to the view of the National Home as put forward by the Secretary of State and the High Commissioner. In his opinion there can only be one National Home in Palestine, and that a Jewish one, and no equality in the partnership between Jews and Arabs, but a Jewish predominance as soon as the numbers of that race are sufficiently increased. He declined to admit the word "dominion," but chose "predominance." As acting Chairman of the Zionist Commission Dr. Eder presumably expresses in all points the official Zionist creed, if such there be, and his statements are, therefore, most important.

There is no sophistry about Dr. Eder ; he was quite clear that the Jews should, and the Arabs should not, have the right to bear arms, and he stated his belief that this discrimination would tend to improve Arab- Jewish relations. He considered that with regard to the appointment of the High Commissioner for Palestine the Zionist organisation should be allowed either to formulate objections to the selection of the British Government, or to submit a list of its own nominees for consideration.

We do not comment upon his opinions because the discussion of the questions raised is not our concern, but it is relevant to our report to show that the acting Chairman of the Zionist Commission asserts on behalf of the Jews those claims which are at the root of the present unrest, and differ materially from the declared policy of the Secretary of State and the High Commissioner for Palestine. It is perhaps worth noting as an instance of the diversity of manner in which Jews and Arabs look upon the same questions, that, whereas Arab witnesses denounce the Government of Palestine as a Zionist Government, Dr. Eder stigmatises it as an Arab administration.

The attitude of responsible Zionists as revealed above is not negligible, as it is one of the irritant causes of the present discontent. It arises perhaps from a habit of regarding Palestine as "a deserted, derelict land," sparsely inhabited by a population without traditions of nationality, where political experiments may be launched without arousing local opposition. Such a conception is considerably at variance with the spirit of the authorised Zionist policy as defined in the declared intentions of the Secretary of State and the local Government.

Jusqu'à ce que la Commission vienne examiner le Dr. Eder, président par intérim de la Commission sioniste, ils étaient conscients dans quelle mesure des expressions d'opinion comme celles que nous avons citées ci-dessus étaient autorisées par des sionistes responsables. Le Dr Eder a été un témoin très éclairant. Il était assez peu agressif et libre de tout désir de faire avancer des opinions qui pourraient être offensantes pour les Arabes. Mais lorsqu'on l'interrogea sur certaines questions vitales, il se montra parfaitement franc en exprimant son point de vue sur l'idéal sioniste. Il n'a pas fait le moindre cas du point de vue du ministère de l'Intérieur tel qu'il a été présenté par le Secrétaire d'État et le Haut-Commissaire. Selon lui, il ne peut y avoir qu'un seul foyer national en Palestine, un foyer juif, et pas d'égalité dans le partenariat entre juifs et arabes, mais une prédominance juive dès que le nombre de cette race sera suffisamment accru. Il a refusé d'admettre le mot "domination", mais a choisi "prédominance". En tant que président par intérim de la Commission sioniste, le Dr. Eder exprime vraisemblablement en tous points le credo sioniste officiel, si tel est le cas, et ses déclarations sont, par conséquent, les plus importantes.

Il n'y a pas de sophisme sur le Dr Eder ; il a été très clair que les Juifs devraient, et les Arabes ne devraient pas, avoir le droit de porter les armes, et il a déclaré que cette discrimination aurait tendance à améliorer les relations arabo-juives. Il a estimé qu'en ce qui concerne la nomination du Haut Commissaire pour la Palestine, l'organisation sioniste devrait être autorisée soit à formuler des objections au choix du gouvernement britannique, soit à soumettre une liste de ses propres candidats pour examen.

Nous ne commentons pas ses opinions parce que la discussion des questions soulevées ne nous concerne pas, mais il est pertinent pour notre rapport de montrer que le Président en exercice de la Commission sioniste affirme, au nom des Juifs, les revendications qui sont à l'origine des troubles actuels et qui diffèrent matériellement de la politique déclarée du Secrétaire d'Etat et du Haut Commissaire pour la Palestine. Il est peut-être intéressant de noter comme exemple de la diversité de la manière dont les Juifs et les Arabes regardent les mêmes questions, que, alors que les témoins arabes dénoncent le gouvernement de Palestine comme un gouvernement sioniste, le Dr Eder le stigmatise comme une administration arabe.

L'attitude des sionistes responsables telle que révélée ci-dessus n'est pas négligeable, car elle est l'une des causes irritantes du mécontentement actuel. Elle découle peut-être de l'habitude de considérer la Palestine comme "une terre abandonnée et abandonnée", peu habitée par une population sans tradition de nationalité, où des expériences politiques peuvent être lancées sans susciter d'opposition locale. Une telle conception est considérablement en désaccord avec l'esprit de la politique sioniste autorisée tel que défini dans les intentions déclarées du Secrétaire d'Etat et du gouvernement local.

Much, we feel, might be done to allay the existing hostility between the races if responsible persons on both sides could agree to discuss the questions arising between them in a reasonable spirit, on the basis that the Arabs should accept implicitly the declared policy of the Government on the subject of the Jewish National Home, and that the Zionist leaders should abandon and repudiate all pretensions that go beyond it.

The immigrants should be made to understand that, whatever their historical and religious claim, they are after all seeking a home in a country at present overwhelmingly Arab, and that it behoves them to adopt a considerate attitude towards the people among whom they must wish to live in peace and friendship. The Arab notables, on the other hand, should make it clear to the Arabs that in no case can they expect murder, violence and pillage to be condoned.

Concluding Observations.

It may be thought that the time and labour expended on the examination of witnesses has been out of all proportion with the result as disclosed in this report

We have been unwilling to check the flow of witnesses, preferring to give all persons who came forward to be heard an opportunity of speaking freely before us rather than leave any party under the impression that it had not had a fair chance of putting its claims before the Commission.

We cannot close this report without expressing the sense of our obligations to the Mayor and Municipal Council of Jaffa for their courtesy in placing a room at our disposal for the purpose of our sittings.

In conclusion, we desire to pay a warm tribute to the services of our Secretary, Mr. Bryant, whose competence in dealing with the volume of work entailed by the inquiry has been above all praise.

Nous pensons que beaucoup pourrait être fait pour apaiser l'hostilité existant entre les races si les responsables des deux camps acceptaient de discuter des questions qui se posent entre eux dans un esprit raisonnable, sur la base que les Arabes devraient accepter implicitement la politique déclarée du gouvernement au sujet du foyer national juif, et que les dirigeants sionistes devraient abandonner et rejeter toutes prétentions qui iraient au-delà.

Il faut faire comprendre aux immigrants que, quelles que soient leurs prétentions historiques et religieuses, ils sont en fin de compte à la recherche d'un foyer dans un pays actuellement majoritairement arabe, et qu'il leur incombe d'adopter une attitude prévenante envers les personnes parmi lesquelles ils doivent souhaiter vivre en paix et en amitié. Les notables arabes, en revanche, doivent faire comprendre clairement aux Arabes qu'ils ne peuvent en aucun cas s'attendre à ce que le meurtre, la violence et le pillage soient tolérés.

Observations finales.

On peut penser que le temps et le travail consacrés à l'examen des témoignages n'est pas comparable aux résultats de présente ce rapport.

Nous n'avons pas voulu vérifier les des témoins, préférant donner à toutes les personnes qui se sont présentées pour se faire entendre la possibilité de s'exprimer librement devant nous plutôt que de laisser à une partie l'impression qu'elle n'avait pas eu une chance équitable de présenter ses demandes devant la Commission.

Nous ne pouvons clore ce rapport sans exprimer le sens de nos obligations envers le maire et le conseil municipal de Jaffa pour leur courtoisie en mettant une salle à notre disposition pour nos séances.

En conclusion, nous tenons à rendre un hommage chaleureux aux services de notre secrétaire, M. Bryant, dont la compétence dans l'assourdissement du volume de travail que représente l'enquête a été avant tout louée.